

Vu les lois sur Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 8 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté royal du 2 janvier 1991 réglant la procédure d'octroi de l'Agrément des sociétés de bourse est entré en vigueur le 1er janvier 1991 et que dès lors une discordance entre les textes français et néerlandais de son article 4 doit être rectifiée sans retard;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le texte néerlandais de l'article 4, 5°, c, quatrième tiret, de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 réglant la procédure d'octroi de l'Agrément des sociétés de bourse est rapporté et est rétabli dans la rédaction suivante :

« deelname aan het beheer van één of meer instellingen voor collectieve belegging; ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 2 januari 1991 tot regeling van de Erkenningsprocedure voor de Beursvennootschappen op 1 januari 1991 in werking is getreden en bijgevolg een verschil tussen de Nederlandse en Franse tekst van zijn artikel 4 onverwijld dient te worden verbeterd;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Nederlandse tekst van artikel 4, 5°, c, vierde streep, van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 tot regeling van de Erkenningsprocedure voor de Beursvennootschappen wordt ingetrokken en wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« deelname aan het beheer van één of meer instellingen voor collectieve belegging; ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

F. 91 — 740

**19 MARS 1991. — Arrêté royal
fixant les statuts
de la Société de la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, notamment l'article 7;

Vu l'avis de la Commission de la Bourse;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de fixer sans retard les statuts de la Société de la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers, étant donné que ladite Société de Bourse de valeurs mobilières succède de plein droit aux droits et obligations de l'association des agents de change, dissoute par la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1er. — Dénomination, objet, durée, siège

Article 1er. La société est constituée sous la forme d'une société coopérative de droit public, en application de l'article 7 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

Elle a pour dénomination « Société de la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers » ou en abrégé « Bourse d'Anvers ».

Elle est désignée ci-après par le terme « la société ».

Art. 2. La société est créée dans le but de gérer la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers.

La société peut accomplir tous les actes utiles ou nécessaires à la réalisation des missions et des fonctions qui sont attribuées par la loi du 4 décembre 1990 et ses arrêtés d'exécution tant à la Société de Bourse de valeurs mobilières qu'à la Commission de la Bourse.

N. 91 — 740

**19 MAART 1991. — Koninklijk besluit
tot vaststelling van de statuten
van de Effectenbeursvennootschap van Antwerpen**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het advies van de Beurscommissie;

Gelet op het advies van de Comissie voor het Bank- en Financie-
wezen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de statuten van de Effectenbeursvennootschap van Antwerpen onverwijld moeten worden vastgesteld, aangezien deze Effectenbeursvennootschap van rechtswege in de rechten en verplichtingen treedt van de vereniging van wisselagenten die is ontbonden door de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, die op 1 januari 1991 in werking is getreden;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Benaming, doel, duur, zetel

Artikel 1. De vennootschap wordt opgericht in de vorm van een publiekrechtelijke coöperatieve vennootschap, in toepassing van artikel 7 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten.

Zij draagt de naam « Effectenbeursvennootschap van Antwerpen » of in het kort « Beurs van Antwerpen ».

Zij wordt hieronder verder aangeduid als « de vennootschap ».

Art. 2. De vennootschap is opgericht met het doel de Effectenbeurs van Antwerpen te besturen.

De vennootschap kan alle handelingen stellen die nuttig zijn voor of kunnen bijdragen tot de verwezenlijking van de opdrachten en functies die de wet van 4 december 1990 en zijn uitvoeringsbesluiten zowel aan de Effectenbeursvennootschap als aan de Beurscommissie toevertrouwen.

Elle peut accomplir, tant en Belgique qu'à l'étranger, tous actes qui sont de nature à faciliter, directement ou indirectement, l'accomplissement de son objet principal, ainsi que le fonctionnement du marché de valeurs mobilières visées à l'article 1er, § 1er, 1^o à 4^o de la loi du 4 décembre 1990, qu'elle a pour mission d'organiser.

Elle peut en outre organiser un marché en métaux précieux et monnaies en tant qu'objets de placement.

Elle peut accomplir tous les actes en vue de promouvoir la connaissance des valeurs mobilières et de favoriser les échanges commerciaux de celles-ci.

Afin de réaliser son objet social, la société peut rechercher la collaboration d'autres institutions qui gèrent des bourses de valeurs mobilières ou des bourses d'autres instruments financiers ou la collaboration de sociétés ou d'associations ayant un objet identique, analogue ou complémentaire. Cette collaboration peut prendre la forme d'un accord, d'une participation au capital, de la constitution d'entreprises communes ou toute autre forme au choix de la société.

La société ne peut prendre des participations dans des sociétés de bourse, des sociétés de placement ou des institutions financières au sens le plus large, ni leur octroyer de crédit.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège sociale est établi à Anvers, Korte Klarenstraat 1.

Il peut être déplacé dans les limites de l'agglomération d'Anvers par décision de la Commission de la Bourse.

CHAPITRE II

Capital, parts sociales, responsabilité

Art. 5. Le fonds social est illimité.

Le capital statutaire minimum est fixé à deux millions de francs belges. Le capital est représenté par des parts ayant une valeur nominale de dix mille francs.

Art. 6. Les parts doivent être entièrement libérées. Elles sont indivisibles et ne peuvent être données en gage.

Art. 7. Les parts sont nominatives.

Les droits de chaque associé sont représentés par une inscription nominative dans le registre qui est tenu au siège de la société.

Art. 8. Le nombre minimum de parts à souscrire est de dix par société de bourse ou par ensemble de sociétés de bourse qui constituent des entreprises liées au sens de la législation relative aux comptes annuels des entreprises.

Art. 9. La responsabilité des associés est limitée au montant de leur apport. Il n'y a pas de solidarité entre les associés.

CHAPITRE III

Admission, démission et exclusion d'associés

Art. 10. La demande d'admission ou de souscription à des parts supplémentaires doit être adressée par écrit à la Commission de la Bourse.

La Commission de la Bourse peut demander aux associés une cotisation d'admission; celle-ci est comptabilisée comme prime d'émission qui constituera avec le capital, la garantie des tiers. Il ne peut être disposé de ces primes d'émission qu'en les convertissant en capital lors de la dissolution de la société en application de l'article 33.

La cotisation d'admission ne peut être supérieure à la valeur comptable des parts souscrites, tenant compte des primes d'émission.

Art. 11. Tout associé peut démissionner à tout moment de la société. Il doit notifier sa démission à la Commission de la Bourse par lettre recommandée à la poste.

La même procédure est applicable pour le remboursement d'une partie de ses parts.

La démission ne prend effet qu'après son acceptation par la Commission de la Bourse, qui statue dans un délai de trente jours. La Commission de la Bourse peut accepter la démission sous réserve de mesures disciplinaires. Elle peut suspendre la démission durant un an maximum par décision motivée.

Le remboursement des parts est suspendu s'il a pour conséquence que le capital minimum n'est plus atteint.

Art. 12. La Commission de la Bourse décide de l'exclusion des associés par décision motivée après avoir entendu les associés concernés.

L'associé qui n'est plus agréé comme société de bourse ou qui fait faillite, cesse de plein droit d'être associé.

Zij kan alle handelingen verrichten, zowel in België als in het buitenland, die rechtstreeks of onrechtstreeks van aard zijn om bij te dragen tot de verwezenlijking van haar hoofddoel en tot de werking van de markt van in artikel 1, § 1, 1^o tot 4^o van de wet van 4 december 1990 beoogde effecten, waarvan de organisatie haar is opgedragen.

Bovendien kan zij een markt organiseren in edele metalen en munten als beleggingsobjecten.

Zij kan alle daden stellen die de kennis van en de handel in effecten bevorderen.

Met het oog op de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel, mag de vennootschap samenwerking aangaan met andere instellingen die effectenbeurzen of beurzen in andere financiële instrumenten besturen of met vennootschappen of verenigingen die dezelfde, gelijksoortige of complementaire doelstellingen nastreven. Deze samenwerking kan de vorm aannemen van een akkoord, een deelname in het kapitaal, de oprichting van gezamenlijke ondernemingen of een andere vorm naar keuze van de vennootschap.

De vennootschap mag geen participaties nemen in, noch krediet verlenen aan beursvennootschappen, beleggingsondernemingen of financiële instellingen in de ruimste betekenis.

Art. 3. De vennootschap is opgericht voor onbepaalde duur.

Art. 4. De maatschappelijke zetel is gevestigd te Antwerpen, Korte Klarenstraat 1.

Hij kan verplaatst worden binnen de agglomeratie Antwerpen bij besluit van de Beurscommissie.

HOOFDSTUK II

Kapitaal, aandelen, aansprakelijkheid

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal is onbeperkt.

Het statutair minimumkapitaal is vastgesteld op twee miljoen Belgische frank. Het kapitaal wordt vertegenwoordigd door aandelen met een nominale waarde van tienduizend frank.

Art. 6. De aandelen moeten volgestort zijn. Zij zijn ondeelbaar en mogen niet in pand gegeven worden.

Art. 7. De aandelen zijn op naam.

De rechten van iedere vennoot zijn vertegenwoordigd door een inschrijving op naam in het register dat op de zetel van de vennootschap wordt bijgehouden.

Art. 8. Het minimum aantal te onderschrijven aandelen bedraagt tien per beursvennootschap of per geheel van beursvennootschappen die onderling verbonden ondernemingen vormen in de zin van de wetgeving op de jaarrekening van de ondernemingen.

Art. 9. De aansprakelijkheid van de vennoten is beperkt tot het bedrag van hun inbreng. Er is geen hoofdelijkheid tussen de vennoten.

HOOFDSTUK III

Toetreding, uittreding en uitsluiting van vennoten

Art. 10. Het verzoek tot toetreding of inschrijving op bijkomende aandelen dient schriftelijk te gebeuren aan de Beurscommissie.

De Beurscommissie kan van de vennoten een toetredingsgeld eisen dat geboekt wordt als uitgiftepremie, die samen met het kapitaal de waarborg van derden zal vormen. Over deze toetredingsgelden mag slechts bij ontbinding van de vennootschap met toepassing van artikel 33 beschikt worden door omzetting van deze uitgiftepremies in kapitaal.

Het toetredingsgeld mag niet hoger zijn dan de boekhoudkundige waarde van de onderschreven aandelen, rekening houdend met de uitgiftepremies.

Art. 11. Een vennoot kan steeds uit de vennootschap treden. Hij dient zijn uittreding aan de Beurscommissie te melden met een bij de post aangetekende brief.

Dezelfde procedure geldt voor de terugbetaling van een gedeelte van zijn aandelen.

De uittreding wordt effectief na de aanvaarding ervan door de Beurscommissie, die binnen de dertig dagen beslist. Zij kan de uittreding aanvaarden onder voorbehoud van disciplinaire maatregelen. Zij kan de uittreding opschorten gedurende maximum één jaar bij gemotiveerd besluit.

De terugbetaling van de aandelen wordt opgeschort indien zij voor gevolg heeft dat het minimumkapitaal niet meer bereikt wordt.

Art. 12. De Beurscommissie beslist over de uitsluiting van de vennoten bij gemotiveerd besluit nadat de betrokken vennoten werden gehoord.

De vennoot die niet langer erkend is als beursvennootschap of die failliet gaat, houdt van rechtswege op vennoot te zijn.

Art. 13. La valeur de ses parts est établie sur base du bilan de l'exercice durant lequel l'associé a cessé d'être associé ou a demandé le remboursement d'une partie de ses parts. Dans le calcul de cette part de division, il n'est pas tenu compte des primes d'émission et des réserves. En aucun cas, il ne peut être versé davantage que la valeur nominale des parts.

La part de division est exigible après l'approbation des comptes annuels; elle est versée en espèces.

Aucun associé ne peut provoquer la dissolution de la société ni prétendre sur ses actifs à aucun droit autre que le remboursement de ses parts dans les conditions fixées par les présents statuts.

CHAPITRE IV. — *Gestion*

Art. 14. La Commission de la Bourse se compose de sept membres minimum. Elle compte au moins cinq membres qui sont agents de change. La Commission de la Bourse décide du nombre total de ses membres.

Les candidatures sont introduites par écrit auprès de la Commission de la Bourse au plus tard 10 jours avant l'assemblée générale qui élit la Commission de la Bourse. La liste des candidatures et le nombre de mandats vacants sont mentionnés dans l'ordre du jour.

Le mandat des membres est gratuit. Ils ont droit au remboursement des frais qu'ils ont exposés.

Ils constituent un collège.

Art. 15. La Commission de la Bourse élit parmi ses membres un président et trois membres qui, ensemble, constituent le bureau. Ils préparent les délibérations et veillent à l'exécution des décisions.

Art. 16. Excepté en cas de force majeure, de guerre, de troubles ou de catastrophes, la Commission de la Bourse ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres au moins est présente.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Art. 17. Les décisions de la Commission de la Bourse sont consignées dans des rapports. Chaque rapport est signé par le président et le secrétaire de la séance. Si les rapports sont établis sur des feuilles séparées, celles-ci doivent être numérotées de façon continue et reliées dans un registre à la fin de chaque exercice.

Art. 18. La Commission de la Bourse a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes qui peuvent contribuer à la réalisation de l'objet social. Ceci comprend des actes d'administration, ainsi que la représentation de la société, à l'exception de ce que la loi ou les présents statuts réservent expressément à l'assemblée générale.

La Commission de la Bourse décide de la tarification des services qu'elle offre aux associés et aux tiers, en respectant les dispositions légales et réglementaires.

La société est représentée en matière judiciaire et extrajudiciaire par le président ou par deux membres du bureau, nommés par la Commission de la Bourse. La Commission de la Bourse peut désigner des mandataires qui peuvent représenter et engager la société dans les limites du mandat spécial dont ils disposent.

Pour les opérations financières, la signature de deux membres du bureau est exigée.

Art. 19. Les membres de la Commission de la Bourse ne contractent aucun engagement personnel lorsqu'ils agissent au nom de la société.

Ils sont responsables devant l'assemblée générale pour l'exercice de leur mandat, sans solidarité.

Art. 20. La gestion, y compris la direction journalière de la société, est assurée par un directeur général.

Art. 21. Le contrôle de la situation financière et des comptes annuels est exercé par un ou plusieurs commissaires-réviseurs. Les commissaires-réviseurs sortant sont rééligibles.

Leur rétribution est fixée par l'assemblée générale. Elle ne peut être modifiée qu'avec l'accord des parties.

CHAPITRE V. — *L'assemblée générale*

Art. 22. L'assemblée annuelle se tient au siège social ou à tout autre endroit mentionné dans la convocation, au mois d'avril, à une date fixée par la Commission de la Bourse.

L'assemblée annuelle est convoquée par la Commission de la Bourse. Celle-ci établit l'ordre du jour. Le cas échéant, il est fait mention des articles des statuts pour lesquels des propositions de modification peuvent être formulées.

Art. 13. De waarde van zijn aandelen wordt bepaald op basis van de balans van het boekjaar tijdens hetwelk de vennoot heeft opgehouden vennoot te zijn of de terugbetaling van een gedeelte van zijn aandelen heeft aangevraagd. In de berekening van dit scheidingsaandeel wordt geen rekening gehouden met de uitgiftepremies en de reserves. In geen geval kan meer uitgekeerd worden dan de nominale waarde van de aandelen.

Het scheidingsaandeel is opeisbaar na de goedkeuring van de jaarrekening en wordt uitgekeerd in specie.

Geen enkele vennoot kan de ontbinding van de vennootschap uitlokken of aanspraak maken op de activa van de vennootschap behoudens het recht op terugbetaling van zijn aandelen zoals bepaald in deze statuten.

HOOFDSTUK IV. — *Bestuur*

Art. 14. De Beurscommissie bestaat uit ten minste zeven leden. Zij telt ten minste vijf leden die effectenmakelaar zijn. De Beurscommissie beslist over haar totaal aantal leden.

De candidaturen moeten uiterlijk 10 dagen vóór de algemene vergadering die de Beurscommissie verkiest, schriftelijk ingediend worden bij de Beurscommissie. De lijst van de kandidaturen en het aantal te begeven mandaten worden in de agenda bekend gemaakt.

Het mandaat van de leden is onbezoldigd. Zij hebben recht op de betaling van de door hen gemaakte kosten.

Zij vormen een college.

Art. 15. De Beurscommissie kiest onder haar leden een voorzitter en drie leden die samen het bureau vormen. Zij bereiden de beraadslagingen voor en zien toe op de uitvoering van de beslissingen.

Art. 16. Behoudens in geval van overmacht, oorlog, onlusten en rampen, kan de Beurscommissie alleen geldig beraadslagen, indien ten minste de helft van de leden aanwezig is.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de vergadering doorslaggevend.

Art. 17. De beslissingen van de Beurscommissie worden opgetekend in verslagen. Elk verslag wordt ondertekend door de voorzitter en de sekretaris van de zitting. Worden de verslagen opgetekend op losse bladen, dan worden deze bladen doorlopend genummerd en op het einde van ieder boekjaar samengebonden in een register.

Art. 18. De Beurscommissie beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden om alles te doen wat tot de verwezenlijking van het maatschappelijk doel kan bijdragen. Dit omvat daden van bestuur, evenals de vertegenwoordiging van de vennootschap, met uitzondering van wat de wet of deze statuten uitdrukkelijk aan de algemene vergadering voorbehouden.

De Beurscommissie beslist over de tarifiering van de door haar aangeboden diensten aan de vennoten en aan derden met inachtnaam van de wettelijke en reglementaire bepalingen.

De vennootschap wordt in de buiten rechte geldig vertegenwoordigd door de voorzitter of door twee leden van het bureau, door de Beurscommissie aangesteld. De Beurscommissie kan lasthebbers aanduiden die binnen de bijzondere volmacht waarover zij beschikken de vennootschap kunnen vertegenwoordigen en verbinden.

Inzake financiële verrichtingen zijn de handtekeningen van twee leden van het bureau vereist.

Art. 19. De leden van de Beurscommissie gaan geen enkele persoonlijke verbintenis aan wanneer zij optreden namens de vennootschap.

Zij zijn verantwoordelijk tegenover de algemene vergadering voor de uitoefening van hun mandaat, zonder hoofdelijkheid.

Art. 20. Het beheer, met inbegrip van de dagelijkse leiding van de vennootschap, wordt uitgeoefend door een directeur-generaal.

Art. 21. De controle op de financiële toestand en op de jaarrekeningen wordt uitgeoefend door één of meer commissarissen-revisoren. Aftredende commissarissen-revisoren zijn herbenoembaar.

Hun vergoeding wordt vastgesteld door de algemene vergadering. Zij kan enkel gewijzigd worden met instemming van de partijen.

HOOFDSTUK V. — *De algemene vergadering*

Art. 22. De jaarvergadering wordt gehouden op de maatschappelijke zetel, of op een andere plaats in de oproepingsbrief vermeld in de maand april, op een datum die door de Beurscommissie wordt vastgesteld.

De jaarvergadering wordt bijeengeroepen door de Beurscommissie. Deze stelt de agenda op. In voorkomend geval worden de artikelen van de statuten vermeld, waarvoor voorstellen tot wijziging kunnen worden geformuleerd.

Toute proposition envoyée par lettre recommandée à la Commission de la Bourse quatorze jours avant l'assemblée et qui est signée par cinq associés au moins doit être reprise dans l'ordre du jour.

La convocation à l'assemblée générale est adressée par simple lettre aux associés, quatorze jours au moins avant l'assemblée.

Les sociétés de bourse sont représentées à l'assemblée par leurs associés chargés de la gestion, leurs gérants ou des membres de leur comité de direction, parmi lesquels les sociétés de bourse désignent une personne pour exercer le droit de vote.

Art. 23. La Commission de la Bourse ou les commissaires-réviseurs peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires.

La Commission de la Bourse doit procéder à cette convocation si au moins cinq associés lui en font la demande par lettre recommandée, en mentionnant les sujets à traiter. Elle doit convoquer l'assemblée dans un délai d'un mois à compter de la date de la poste de la lettre recommandée.

Art. 24. Chaque associé a autant de droits de vote qu'il compte d'associés-agents de change agréés par le Conseil d'agrément et de discipline à la bourse d'Anvers. Les sociétés de bourse qui ont un capital social libéré de 50 millions de francs au moins et qui ne comptent que deux associés-agents de change agréés par le Conseil d'agrément et de discipline à la bourse d'Anvers, disposent de trois droits de vote. Nul ne peut être porteur de plus de trois procurations.

Le droit de vote global d'un associé est limité à :

- 1° un vingtième du nombre total des voix dont les associés disposent;
- 2° un cinquième des voix présentes et représentées à l'assemblée générale.

Art. 25. L'assemblée générale est régulièrement réunie, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

L'assemblée générale statue à la majorité simple, sans tenir compte des abstentions, ni des votes blancs ou nuls. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Le vote se fait à main levée, ou de toute autre manière acceptée par l'assemblée générale.

Au cas où le nombre des candidats dépasse celui des mandats vacants, l'élection de la Commission de la Bourse se fait par vote secret.

Les décisions lient tous les associés.

Art. 26. Lorsque l'assemblée générale fait une proposition de modification des statuts une majorité des deux tiers des voix présentes et représentées est exigée. Il n'est pas tenu compte des abstentions, ni des votes blancs ou nuls.

Art. 27. L'assemblée générale a le pouvoir d'augmenter le nombre minimum de parts à souscrire.

Art. 28. L'assemblée générale est présidée par le président de la Commission de la Bourse ou, en son absence, par le membre le plus âgé de la Commission de la Bourse présent.

Art. 29. Les rapports de l'assemblée générale sont signés par le président. Des copies et extraits de ceux-ci sont valablement signés par le président ou deux membres de la Commission de la Bourse.

CHAPITRE VI. — Comptes annuels, répartition des bénéfices et cotisations

Art. 30. L'année sociale commence le premier janvier et se clôture le trentième et un décembre.

La Commission de la Bourse établit chaque année les comptes annuels et le rapport annuel.

Les comptes annuels et le rapport annuel de la Commission de la Bourse sont transmis au moins un mois avant l'assemblée annuelle au commissaire-réviseur, qui fait rapport à l'assemblée générale.

Art. 31. L'assemblée générale décide, sur proposition de la Commission de la Bourse, de l'affectation des résultats.

Le droit aux dividendes est cumulatif durant une période de 10 ans; il est versé au *pro rata temporis* de la libération du capital.

Art. 32. L'assemblée générale décide sur proposition de la Commission de la Bourse de la contribution aux frais de fonctionnement.

Cette contribution peut consister en un montant fixe et/ou des versements proportionnels à l'activité professionnelle.

Ieder voorstel dat verzonden is per aangetekend schrijven naar de Beurscommissie veertien dagen vóór de vergadering, en dat ondertekend is door minstens vijf vennoten, moet in de agenda worden opgenomen.

De oproeping tot de algemene vergadering wordt bij gewone brief gericht aan de vennoten minstens veertien dagen vóór de vergadering.

De beursvennootschappen worden op de vergadering vertegenwoordigd door hun beherende vennoten, zaakvoerders of leden van hun directiecomité, onder wie de beursvennootschappen één persoon aanstellen om het stemrecht uit te oefenen.

Art. 23. De Beurscommissie of de commissarissen-revisoren kunnen buitengewone algemene vergaderingen bijeenroepen.

De Beurscommissie moet hiertoe overgaan indien minstens vijf vennoten haar bij aangetekend schrijven hierom verzoeken met opgave van de te behandelen onderwerpen. Zij dient de vergadering samen te roepen binnen de maand na postdatum van het aangetekend schrijven.

Art. 24. Elke vennoot heeft zoveel stemrechten als hij door de Erkennings- en Tuchtraad erkende effectenmakelaars-vennoten op de beurs van Antwerpen telt. De beursvennootschappen die een gestort maatschappelijk kapitaal van minimum 50 miljoen frank hebben en slechts twee door de Erkennings- en Tuchtraad erkende effectenmakelaars-vennoten op de beurs van Antwerpen tellen, beschikken over drie stemrechten. Niemand mag houder zijn van meer dan drie volmachten.

Het totale stemrecht van een vennoot wordt beperkt tot :

- 1° één twintigste van het totaal aantal stemmen waarover de vennoten beschikken;
- 2° één vijfde van de op de algemene vergadering aanwezige en vertegenwoordigde stemmen.

Art. 25. De algemene vergadering is regelmatig samengesteld ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

De algemene vergadering beslist bij gewone meerderheid zonder rekening te houden met de onthoudingen, blanco of nietige stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de vergadering doorslaggevend.

Het stemmen geschiedt bij handopsteken of op enige andere wijze die door de algemene vergadering wordt aanvaard.

De verkiezing van de Beurscommissie geschiedt bij geheime stemming in geval er meer kandidaten zijn dan te begeven mandaten.

De beslissingen zijn bindend voor alle vennoten.

Art. 26. Wanneer de algemene vergadering een voorstel tot wijziging van de statuten doet, is een meerderheid van twee derden van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen vereist. Er wordt geen rekening gehouden met de onthoudingen, blanco of nietige stemmen.

Art. 27. De algemene vergadering is bevoegd om het minimum aantal te onderschrijven aandelen te verhogen.

Art. 28. De algemene vergadering wordt geleid door de voorzitter van de Beurscommissie of, bij diens afwezigheid, door het oudste aanwezige lid van de Beurscommissie.

Art. 29. De verslagen van de algemene vergadering worden ondertekend door de voorzitter. Afschriften hiervan en uittreksels worden geldig ondertekend door de voorzitter of twee leden van de Beurscommissie.

HOOFDSTUK VI

Jaarrekening, winstverdeling en bijdrage

Art. 30. Het maatschappelijk jaar begint op één januari en eindigt op eenendertig december.

De Beurscommissie stelt jaarlijks de jaarrekening en het jaarverslag op.

De jaarrekening en het jaarverslag van de Beurscommissie worden ten minste één maand vóór de jaarvergadering aan de commissaris-revisor bezorgd, die verslag uitbrengt aan de algemene vergadering.

Art. 31. De algemene vergadering beslist op voorstel van de Beurscommissie over de bestemming van de resultaten.

Het recht op dividend is cumulatief gedurende een periode van 10 jaar en wordt uitbetaald *pro rata temporis* van de kapitaalstorting.

Art. 32. De algemene vergadering beslist op voorstel van de Beurscommissie over de bijdrage in de werkingskosten.

De bijdrage kan bestaan uit een vast bedrag en/of uit stortingen in verhouding tot de beroepsactiviteit.

CHAPITRE VII. — *Dissolution et liquidation*

Art. 33. En cas de dissolution de la société, l'assemblée générale nomme les liquidateurs et définit leurs compétences.

L'assemblée générale décide de l'affectation du produit net de la liquidation après remboursement des parts.

Celle-ci délibère comme il est exigé en matière de propositions de modification des statuts.

CHAPITRE VIII

Dispositions transitoires et finales

Art. 34. La Commission de la Bourse est habilitée à proposer aux associés lors de la première assemblée générale de verser à titre de cotisations d'admission qui sont comptabilisées comme primes d'émission, les montants revenant à leurs agents de change associés et à leurs agents de change attachés en vertu de l'article 80 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers. Les sociétés de bourse peuvent déduire de ces montants cent mille francs à titre de libération de capital.

Art. 35. Par dérogation à l'article 14, alinéa 1er, le nombre de membres de la Commission de la Bourse est fixé à neuf jusqu'à ce qu'il en ait été décidé autrement par la Commission de la Bourse.

Art. 36. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991.

Art. 37. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

HOOFDSTUK VII. — *Ontbinding en vereffening*

Art. 33. Wanneer de vennootschap ontbonden wordt, benoemt de algemene vergadering de vereffenaars en omschrijft hun bevoegdheden.

Over de bestemming van de netto-opbrengst van de vereffening na terugbetaling van de aandelen wordt beslist door de algemene vergadering.

Zij beraadslaagt zoals vereist inzake voorstellen tot wijziging van de statuten.

HOOFDSTUK VIII

Overgangs- en eindbepalingen

Art. 34. De Beurscommissie wordt gemachtigd op de eerste algemene vergadering aan de vennoten voor te stellen de bedragen die volgens artikel 80 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, aan hun effectenmakelaarsvennoten en aan de bij hen aangesloten effectenmakelaars toegekomen, te storten als toetredingsgelden die geboekt worden als uitgiftepremies. Van deze bedragen kunnen de beursvennootschappen honderduizend frank in mindering brengen als kapitaalstorting.

Art. 35. In afwijking van artikel 14, eerste lid, wordt het aantal leden van de Beurscommissie vastgesteld op negen tot de Beurscommissie een andersluidend besluit heeft genomen.

Art. 36. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 37. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

F. 91 — 741

19 MARS 1991

Arrêté royal relatif à l'émission de l'emprunt
dénommé « Obligations linéaires 9 % — 28 mars 2003 »

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1948 portant intégration au budget général des dépenses financées hors du budget par avances de trésorerie au cours de l'exercice 1946 et antérieurement, notamment l'article 33;

Vu les lois de finances pour les exercices 1948, 1972, 1979, 1982, 1986 et 1988;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens pour chacun des exercices 1947, 1949 à 1957, 1975 à 1978, 1980, 1981, 1983 à 1985, 1987, 1989 à 1991;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens et le budget des recettes extraordinaires pour chacun des exercices 1958 à 1971, 1973 et 1974;

Considérant que ces lois, chacune pour l'exercice qu'elle concerne, autorisent le gouvernement à couvrir par des emprunts, soit l'excédent des dépenses budgétaires sur les recettes budgétaires, soit le remboursement d'obligations à leur échéance finale ou facultative;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 170, modifié par les lois des 15 juillet 1966, 28 décembre 1983 et 22 décembre 1989;

Vu la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 1991 relatif aux titres de la dette de l'Etat, notamment le chapitre IV, section première;

Vu l'arrêté royal du 25 janvier 1991 concernant l'exonération de précompte mobilier en ce qui concerne les revenus de titres dématérialisés de la dette publique, de transactions sur ces titres et de titres d'emprunts de l'Etat belge, dénommés « Obligations linéaires »;

N. 91 — 741

19 MAART 1991

Koninklijk besluit betreffende de uitgifte van de lening
genaamd « Lineaire obligaties 9 % — 28 maart 2003 »

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 29 juni 1948 houdende aanrekening op de algemene begroting van de gedurende het dienstjaar 1946 en vroeger door schatkistvoorschotten buiten de begroting gefinancierde uitgaven, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op de financiewetten voor de dienstjaren 1948, 1972, 1979, 1982, 1986 en 1988;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting voor elk van de dienstjaren 1947, 1949 tot 1957, 1975 tot 1978, 1980, 1981, 1983 tot 1985, 1987, 1989 tot 1991;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting en de begroting van de buitengewone ontvangsten voor elk van de dienstjaren 1958 tot 1971, 1973 en 1974;

Overwegende dat deze wetten, elk voor het dienstjaar dat hen betreft, de regering machtigen om, hetzij het overschot van de begrotingsuitgaven op de begrotingsontvangsten, hetzij de terugbetaling van de obligaties op hun eind- of facultatieve vervaldag door middel van leningen te dekken;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 170, gewijzigd door de wetten van 15 juli 1966, 28 december 1983 en 22 december 1989;

Gelet op de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de Staatsschuld en het monetaire beleidsinstrumentarium;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 1991 betreffende de effecten van de Staatsschuld, inzonderheid op hoofdstuk IV, afdeling I;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 januari 1991 betreffende de vrijstelling van de roerende voorheffing met betrekking tot inkomsten van gedematerialiseerde effecten van de Staatsschuld, van transacties in die effecten en van effecten van leningen van de Belgische Staat, genaamd « Lineaire obligaties »;